DOCTRINE ÉCONOLOGIQUE · PILIER XV

🎯 ALLER DROIT AU BUT

« Récupérer ce qui est dû avant de demander plus. »

La fraude fiscale n'est pas qu'un manque à gagner : c'est une rupture du pacte contributif.

[FAIT] Plus de 10 000 agents de la DGFiP ont été mobilisés sur le contrôle fiscal en 2025 (ministère de l'Économie).

DEUX BILLETS POUR VOIR L'ÉCART

CONTRÔLE FISCAL 2025

Ce que le fisc réclame

Droits et pénalités notifiés	**17,1 Md€**
dont contrôles sur place	**9,8 Md€**

Ministère de l'Économie, bilan du contrôle fiscal 2025.

CONTRÔLE FISCAL 2025

Ce que le fisc encaisse

Montants encaissés	**11,4 Md€**
Écart fiscal officiel publié	**aucun**

Les encaissements d'une année ne portent pas que sur les redressements de la même année.

0

Estimation officielle de l'écart fiscal global publiée par l'État. Le chiffre de 80 à 100 Md€ qui circule est une estimation syndicale reprise dans le débat parlementaire, jamais validée officiellement.

[CALCUL] 17,1 Md€ réclamés et 11,4 Md€ encaissés en 2025 donnent un ordre de grandeur, pas un taux de recouvrement exact : il faudrait suivre chaque redressement jusqu'à son encaissement.

LA QUESTION POLITIQUE

Comment piloter sérieusement une politique publique dont l'État refuse de mesurer officiellement l'ampleur ?

[FAIT] donnée sourcée · **[CALCUL]** calcul reproductible · **[ANALYSE]** lecture de la doctrine · **[PROPOSITION]** mesure proposée

ALLER DROIT AU BUT · PILIER XV

Vérité des chiffres

[ANALYSE] Quand certains échappent à l'impôt, les autres paient davantage ou subissent plus de dette et moins de services publics. Le Pilier XV ne retient **aucun chiffre central unique** tant que l'État n'en publie pas : il exige de distinguer ce qui est estimé, détecté, notifié et réellement encaissé.

CHIFFRE	STATUT	CE QU'IL MESURE
17,1 Md€	[FAIT] DGFiP, 2025	Droits et pénalités notifiés après contrôle fiscal
11,4 Md€	[FAIT] DGFiP, 2025	Montants effectivement encaissés
6 à 10 Md€	[FAIT] Estimation DGFiP	Manque à gagner de TVA lié à la sous-déclaration des entreprises
9,5 Md€	[FAIT] Commission européenne	Écart de TVA de la France en 2021 (rapport 2023)
80 à 100 Md€	Estimation syndicale	Ordre de grandeur du débat public, non validé par l'État

Quatre réalités à ne pas mélanger

CATÉGORIE	CE QUE C'EST
Fraude fiscale	Dissimulation volontaire : fausses déclarations, comptes non déclarés, fraude à la TVA.
Évasion fiscale	Déplacement artificiel ou opportuniste de revenus ou de bénéfices.
Optimisation agressive	Usage artificiel de règles légales contre l'esprit de la loi.
Optimisation légale	Usage normal des règles prévues par le législateur.

> [ANALYSE] TRAITER LES MÉCANISMES, PAS DÉSIGNER DES MÉTIERS
>
> **Accuser toute optimisation d'être une fraude est juridiquement faux ; présenter les montages agressifs comme simplement « légaux » est politiquement naïf. La fraude touche aussi l'économie réelle (espèces non déclarées, double comptabilité) : la bonne méthode vise les mécanismes, sans stigmatiser une profession.**

ALLER DROIT AU BUT · PILIER XV

La réforme économique

Phase 1 : rendre visible

1	UN ÉCART FISCAL OFFICIEL	Publier chaque année une estimation officielle de l'écart fiscal global, ventilée par impôt.
2	QUATRE CHIFFRES SÉPARÉS	Distinguer publiquement fraude estimée, fraude détectée, droits notifiés et montants recouvrés.
3	LE TAUX DE RECOUVREMENT	Suivre chaque redressement jusqu'à son encaissement et publier le taux de recouvrement effectif comme indicateur de souveraineté fiscale.

Phase 2 : récupérer ce qui est dû

1. Des vérificateurs, pas seulement des algorithmes. [PROPOSITION]
Renforcer les moyens humains du contrôle ; l'intelligence artificielle doit servir au ciblage, pas au remplacement des agents.

2. La TVA en sous-pilier autonome. [PROPOSITION]
Cibler en priorité les carrousels de TVA et les fausses factures, mesurables et comparables au niveau européen.

3. Responsabiliser les facilitateurs. [PROPOSITION]
Sanctionner ceux qui conçoivent ou vendent sciemment des montages frauduleux, tout en protégeant le conseil fiscal légal.

4. La conformité fiscale comme condition. [PROPOSITION]
Conditionner les aides publiques à la conformité fiscale et exclure temporairement des marchés publics les fraudeurs graves condamnés, avec garanties juridiques.

FORMULE FINALE

Mesurer, distinguer, récupérer — et protéger les contribuables honnêtes.

POUR ALLER PLUS LOIN

QCM Fraude fiscale sur le site

Sources principales

- Ministère de l'Économie — Lutte contre la fraude : bilan du contrôle fiscal 2025
- DGFiP Analyses — Le manque à gagner de TVA en France
- IFRAP — Écart de TVA de la France (rapport européen 2023)

Mise à jour du 2 octobre 2026 · Chiffres 2025 du contrôle fiscal.

Voir le site Doctrine Éconologique